

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**  
**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER**

**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

**3eme prolongation  
pas de bref délai**

**Cabinet de Sabine LECLERCQ**

**Dossier n° N° RG 19/01201 - N° Portalis DBYB-W-B7D-MIW3**  
**Minute n° : 19/00351**

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE TROISIÈME DEMANDE  
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION  
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Le 19 Septembre 2019 à 10h10**

Nous, Sabine LECLERCQ, juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet du Gard le 24 mai 2019 à l'encontre de **X se disant** ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 21 Juillet 2019 à l'encontre de :

notifiée à l'intéressé le 21 Juillet 2019 à 16h10 ;

Vu l'ordonnance rendue le 25 juillet 2019 par le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Montpellier prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours confirmée par ordonnance de la Cour d'Appel de Montpellier le 26 juillet 2019 ;

Vu l'ordonnance rendue le 22 août 2019 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une deuxième durée de **trente jours** confirmée par ordonnance de la Cour d'Appel de Montpellier le 23 août 2019 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 18 Septembre 2019 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 18 Septembre 2019 à 14h01 tendant à la prolongation de la rétention de l'\_\_\_\_\_ dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **quinze jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur HANQUEZ, dûment habilité ;

en présence de Madame Silvia CONDARCURI interprète en langue italienne, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

**M. X se disant** [ ] présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Maître Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

### **DÉROULEMENT DES DÉBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

**M. X se disant** [ ] **déclare par le truchement de l'interprète** : ça veut dire que vous ne me laissez pas partir ? Je comprends que vous faites votre travail. Mais quand je suis sorti de prison, j'avais reçu une interdiction du territoire français pendant un an mais je n'avais pas compris cette décision. C'est pour ça que je ne suis pas parti aussi vite. Je me suis rendu à la police par rapport au délit. Je pensais pouvoir leur expliquer, je n'avais pas peur.

Si vous me donnez la possibilité de sortir de rétention, je partirai du territoire français. J'irai voir ma copine à Lyon pour savoir si elle veut partir avec moi. Si elle ne veut pas je partirai sans elle.

**Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur le fond** : on a pas réussi à obtenir une reconnaissance des autorités bosniennes malgré les diligences. On a une enquête en cours. Je n'ai pas plus d'éléments.

**L'avocat du retenu est entendu en ses observations au soutien de ses conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;**

**M. X se disant** [ ] **déclare par le truchement de l'interprète** : c'est très compliqué avec les autres personnes en détention, beaucoup de drogue circule. Ma vie a été compliquée, difficile. Ma période passée en détention m'a fait comprendre que je veux changer et faire au mieux. J'ai que ma copine. Je vous demande pardon.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

Attendu que l'article L552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, modifié par LOI n° 2018-778 du 10 septembre 2018 - art. 65, prévoit :

"Quand un délai de vingt-huit jours s'est écoulé depuis l'expiration du délai de quarante-huit heures

mentionné au I de l'article L. 551-1 et en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi.

Le juge peut également être saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé ou de l'absence de moyens de transport. Il peut également être saisi aux mêmes fins lorsque la délivrance des documents de voyage est intervenue trop tardivement pour procéder à l'exécution de la mesure d'éloignement.

Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues aux articles L. 552-1 et L. 552-2. S'il ordonne la prolongation de la rétention, celle-ci court à compter de l'expiration du délai de vingt-huit jours mentionné au premier alinéa du présent article et pour une nouvelle période d'une durée maximale de trente jours.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, si l'étranger a été condamné à une peine d'interdiction du territoire pour des actes de terrorisme prévus par le titre II du livre IV du code pénal ou si une mesure d'expulsion a été prononcée à son encontre pour un comportement lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées, le juge des libertés et de la détention près le tribunal de grande instance de Paris peut, dès lors qu'il existe une perspective raisonnable d'exécution de la mesure d'éloignement et qu'aucune décision d'assignation à résidence ne permettrait un contrôle suffisant de cet étranger, ordonner la prolongation de la rétention pour une durée de trente jours qui peut être renouvelée. La durée maximale de la rétention ne doit, dans ce cas, pas excéder cent quatre-vingts jours.

Avant l'expiration de la durée maximale de rétention prévue aux troisième ou quatrième alinéas, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque, dans les quinze derniers jours, l'étranger a fait obstruction à l'exécution d'office de la mesure d'éloignement ou présenté, dans le seul but de faire échec à la mesure d'éloignement, une demande de protection contre l'éloignement au titre du 10° de l'article L. 511-4 ou du 5° de l'article L. 521-3 ou une demande d'asile dans les conditions prévues aux articles L. 551-3 et L. 556-1 ou lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai. L'étranger est maintenu en rétention jusqu'à ce que le juge des libertés et de la détention ait statué. Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues au présent article. S'il ordonne la prolongation de la rétention, la prolongation court à compter de l'expiration de la dernière période de rétention pour une nouvelle période d'une durée maximale de quinze jours. Si l'une des circonstances mentionnées à la première phrase du présent alinéa survient au cours d'une période de prolongation ordonnée en application du présent alinéa, le juge peut être à nouveau saisi dans les mêmes conditions. Toutefois, la rétention ne peut être prolongée plus de deux fois en application du présent alinéa et sa durée maximale ne peut excéder quatre-vingt-dix jours ou, par dérogation, deux cent-dix jours dans le cas prévu au quatrième alinéa.

L'article L. 552-6 est applicable." ;

Attendu au cas présent que **Monsieur**

(Bosnie-Herzégovine), de nationalité bosnienne, fait l'objet d'un arrêté portant obligation de quitter le territoire sans délai avec interdiction de retour d'un an pris par le préfet du Gard le 24 mai 2019, notifié le 29 mai 2019 ;

qu'il a été placé en rétention administrative par arrêté du préfet de l'Hérault du 21 juillet 2019, à sa sortie de maison d'arrêt, pour permettre l'exécution de la mesure d'éloignement ;

que la prolongation de sa rétention a été autorisée à deux reprises par le juge des libertés et de la détention, pour des périodes de 28 et 30 jours, décisions confirmées par la cour d'appel de Montpellier les 26 juillet et 23 août 2019 ;

que la préfecture de l'Hérault sollicite que le juge autorise une troisième prolongation de la rétention d'une durée de quinze jours, en l'absence de reconnaissance consulaire, et ce, malgré les diligences de l'Administration ;

Attendu qu'il ressort des pièces communiquées avec la requête que, **Monsieur O** étant dépourvu de documents d'identité ou de voyage en cours de validité, le préfet de l'Hérault a, le 22 juillet 2019, saisi les autorités consulaires de Bosnie-Herzégovine par l'intermédiaire de l'Unité Centrale d'Identification au Ministère de l'Intérieur, qui assure la gestion des demandes concernant les ressortissants de la Bosnie-Herzégovine ;

que sur relance du 29 juillet 2019, l'UCI a informé le préfet que l'instruction du dossier de **Monsieur O** par le consulat de Bosnie se ferait à partir du 31 juillet 2019 ;

que sur relance du 07 août 2019, l'UCI a informé le préfet que l'instruction du dossier de **Monsieur IO** par le consulat de Bosnie était en cours et que la réponse des autorités consulaires bosniennes serait communiquée dès que possible ;

que sur relances des 07 août, 27 août et 13 septembre 2019, l'UCI a informé le préfet que l'instruction du dossier de **Monsieur O** par le consulat de Bosnie était en cours et que la réponse des autorités consulaires bosniennes serait communiquée dès que possible ;

Attendu au vu de ces éléments, que les conditions prévues à l'article L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour, à titre exceptionnel, saisir le juge d'une demande de troisième prolongation de la rétention administrative n'apparaissent pas remplies, puisque **Monsieur O** n'a, dans les quinze derniers jours de sa rétention, ni fait obstruction à l'exécution d'office de la mesure d'éloignement, ni présenté une demande de nature à faire échec à la mesure d'éloignement, et que par ailleurs, la délivrance à bref délai de documents de voyage par les autorités bosniennes, saisies depuis le 22 juillet 2019 d'une demande de reconnaissance et de délivrance d'un laissez-passer, apparaît aléatoire, celles-ci n'ayant à ce jour apporté aucun élément de réponse à la demande ;

qu'il convient en conséquence de rejeter la demande du préfet de l'Hérault ;

### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**REJETONS** la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. X se disant** est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

**INFORMONS M. X se disant** que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**RAPPELONS** à l'intéressé qu'en application de l'article L.624-1 du CESEDA, tout étranger qui, faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière, d'une obligation de quitter le territoire français, d'une interdiction administrative ou judiciaire du territoire, se sera maintenu irrégulièrement sur le territoire français sans motif légitime, après avoir fait l'objet d'une mesure régulière de placement en rétention ou d'assignation à résidence ayant pris fin sans qu'il ait pu être procédé à son éloignement, sera puni d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende ;

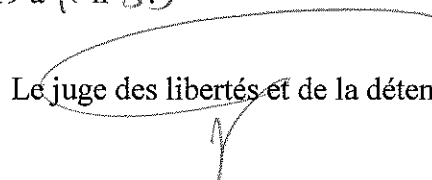
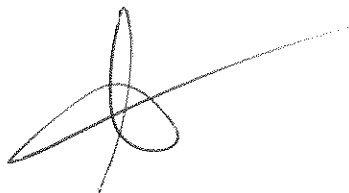
**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 19 Septembre 2019 à 11 h 39

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention,



**Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 19 Septembre 2019 :**

L'intéressé,

L'interprète,

L'avocat du retenu,

Le représentant du préfet,



par courriel

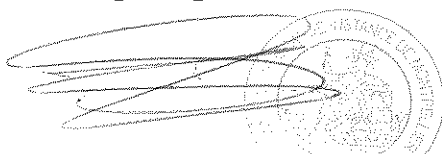
par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 19 Septembre 2019 à 12 h 50,

Le greffier,



Nous, **Stéphane BERES**, déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,  
Le procureur de la République,



Constatons que le 19 Septembre 2019 à 12 h 07, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,

Le greffier,



Adeline BALESTIE  
AVOCATE  
1280 Avenue des Platanes  
Future Building 1  
34970 LATTES



Conclusions de nullité

POUR M. [REDACTED], né le 26/01/1995 à Moshtar, de nationalité bosniaque, demeurant au CRA de SETE

CONTRE PREFET DE L HERAULT

1 – Sur l'absence de perspective de renvoi à bref délai.

Il ressort des pièces de la requête qu'il s'agit de la 3ème demande de prolongation. Les autorités consulaires disposeraient de la copie du dossier depuis le 21/07/2019.

Or il n'y a pas aucune perspective d'éloignement à bref délai en violation de l'article L 552-7 du CESEDA et de la jurisprudence constante JLD MTP 3/05/2019 n°19/564 et JLD MTP 2/05/2019 n°19-554 et JLD MTP 2/09/2019 n°19/1115.

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation  
Ordonner la remise en liberté de M.

Fait à Montpellier le 19/09/2019  
Adeline BALESTIE

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line.